

« Nous ne craignons pas les élections anticipées »

- ▶ Redevenu « simple » député, le ministre de l'Intérieur sortant assure qu'il est ouvert à la discussion pour soutenir l'orange bleue... tout en évoquant ouvertement les élections anticipées.
- ▶ Il annonce le retour du communautaire.
- ▶ Et défend l'appellation « coalition Marrakech ».

ENTRETIEN

La dernière fois que nous avons rencontré Jan Jambon, c'était dans son bureau de vice-Premier, rue de la Loi, dans un décor très vieille Belgique. Ce jeudi, nous le retrouvons, « simple » député dans le local de réception exigu du groupe N-VA à la chambre, où veillent deux lions flamands sur banderole jaune et noir.

Vous êtes déçu ?

Si je me focalise sur le cabinet et sur le boulot qu'il reste encore à faire là-bas, oui, je suis déçu. Mais quand je regarde l'image globale, il est clair que nous avons mené notre politique et gardé notre ligne. Cette ligne, j'étais avec Bart De Wever quand on l'a définie et je suis content qu'on l'ait conservée. Mais les émotions que j'ai vécues, ces derniers jours, c'était presque la fin d'un camp scout, la même « ambiance ». Nous formions une équipe très soudée.

C'était inévitable ?

Oui. Par le choix des autres partis. A l'origine, nous voulions voter contre le pacte. Puis j'ai fait une proposition au Premier ministre : l'abstention. Pour nous cela pouvait marcher, pour que le gouvernement tienne.

Une abstention, ça signifiait que la Belgique n'approuvait pas le pacte. Cela valait un refus.

Non, car si trois possibilités existent - oui, non, abstention -, elles ont toutes trois leurs conséquences. Une abstention pouvait être assortie d'une déclaration disant que nous faisons telle ou telle interprétation du pacte. Pour moi, c'était acceptable. Nous avons fait un pas vers les autres : passer du non vers l'abstention. Mais il fallait que les autres passent du oui vers l'abstention. A ce moment-là, le gouvernement pouvait rester en place. Mais jeudi dernier, j'ai compris que ce serait impossible

Mais durant deux ans, la N-VA n'a pas opposé d'objection au pacte. Même Bart De Wever

dit que la N-VA aurait dû faire connaître ses objections plus tôt.

C'est vrai et ce n'est pas vrai.

La tradition de ces grands

pactes ou accords internationaux, c'est que cela se règle entre des fonctionnaires, des ambassadeurs, des conseillers diplomatiques et des membres de cabinets. L'esprit, c'est qu'on ne marque pas son désaccord frontalement. On peut essayer d'amender le texte. Cela s'est fait plusieurs fois à notre demande. Le texte a alors évolué, c'est vrai, mais à un certain moment, nous aurions dû être plus durs, on a un peu laissé passer les choses. Mais pour moi, avant le vote final, il est toujours possible de changer de position. Dans plusieurs dossiers, les partenaires de la coalition l'ont fait aussi.

Lesquels ?

Les visites domiciliaires. C'est passé deux fois au gouvernement. Et en deuxième lecture, le projet avait été envoyé au Parlement. Et le MR a changé de position. Nous aurions pu en faire un problème majeur.

On dit que c'est à cause des élections communales que la N-VA a été ferme sur le pacte migratoire. Que la concurrence du Vlaams Belang vous inquiète.

C'est trop facile comme explication. Si on regarde notre politique de migration, celle que Theo a menée en quatre ans et celle que nous voulons à la N-VA, Theo a toujours été enserré dans des lois internationales, des pactes, des accords. Sur certains points, on ne pouvait pas bouger en raison de ces accords. Et là, on allait mettre une nouvelle couche. Et par rapport au Vlaams Belang, notre vision de la migration est tout à fait différente. Il

est clair que la migration a une place dans la société du XXI^e siècle. Mais elle doit être contrôlée, organisée, les gens qui arrivent ici doivent pouvoir contribuer à quelque chose dans notre société. La migration ainsi conçue, il serait idiot de la refuser. Pour le Vlaams Belang, c'est « pas de migration », « on renvoie tout le monde », etc. C'est une vision tout à fait différente. Notre position n'a donc pas été influencée par le Vlaams Belang. Quand on a vu que plusieurs pays européens avaient un problème avec le pacte, on s'est dit qu'il fallait que nous l'analysions plus en profondeur. Et c'est cela qui a fait basculer les choses.

Mais c'était quand même la Hongrie, l'Autriche... Pas très fréquentables.

C'est ennuyeux. Mais ce n'est pas cela qui devait nous faire dévier de notre point de vue. Si cela avait été la Hongrie seule, cela aurait été problématique. Mais l'Autriche, c'est une démocratie, avec un parti d'extrême droite, je sais, mais aussi avec un Premier ministre d'un parti équivalant au CD&V ou au CDH.

**Il y a eu cette campagne de communication de la N-VA, quand même...
C'était inacceptable.**

Qu'est-ce qui s'est passé ?

Nos services internes font l'analyse. Et vont surtout voir comment on peut éviter cela à l'avenir. Il y a une dernière vérification qui n'a pas été faite. C'est une erreur grave. Bart l'a dit. Moi aussi. Nous nous sommes excusés.

Depuis que la N-VA n'est plus au gouvernement, votre parti parle de « coalition Marrakech. » On entend des critiques trouvant le terme stigmatisant pour le Maroc, les Marocains, l'immigration.

Si on disait pacte d'Anvers, de Charleroi, ce serait stigmatisant ?

Non mais coalition Marrakech ?

C'est une coalition qui s'est soudée autour du pacte de Marrakech. C'est un peu long, alors on le dit en plus court : coalition Marrakech. C'est tout.

C'est un slogan. Pourquoi pas coalition New York, puisque le pacte doit être signé à New York ?

Parce qu'on a dit que la N-VA ne ferait pas partie d'un gouvernement qui s'accorderait pour partir signer le pacte migratoire à Marrakech. Donc si cela avait été le pacte d'Helsinki, on aurait dit coalition Helsinki. Si ça, c'est stigmatisant... Je ne comprends pas.

Depuis ces événements, le Premier ministre a poursuivi avec un gouvernement minoritaire. Vous insistez pour qu'il demande la confiance. Vous voulez des élections anticipées ?

On ne veut pas les élections, mais on ne les craint pas.

Certains pensent que vous avez intérêt

à provoquer ces élections.

Mais alors pourquoi aurais-je fait tous ces efforts pour essayer de trouver une solution ?

Mais à présent, vous voulez des élections ?

Nous ne les craignons pas. On verra. Mais le feuilleton qu'on a vu de nouveau mercredi à la Chambre, si cela doit se produire trois fois par semaine jusqu'en mai, ce n'est pas sérieux. Si un Premier ministre n'a pas le courage de venir devant un Parlement pour demander la confiance...

C'est parce qu'il sait que vous ne la lui donnerez pas.

Ce n'est pas dit. On peut parler. Nous soutiendrons chaque projet qui s'insère dans l'accord de gouvernement de la suédoise.

Donc c'est négociable.

Oui. C'est le choix que les partis du gouvernement doivent faire : est-ce qu'ils restent dans le cadre « suédois » ou quittent-ils ce cadre ? S'ils le quittent, nous ne sommes plus liés avec qui que ce soit.

Le PS propose les affaires courantes.

Ce serait acceptable pour vous ?

Les affaires courantes, c'est un gouvernement qui ne peut plus gouverner. Nous ne le voulons pas.

Vous pourriez gouverner une nouvelle fois avec le MR ?

Aucun problème. Ce sont deux partis différents, de deux communautés différentes, mais il n'y aura aucun problème à négocier avec eux.

Mais il faut d'abord sortir du pacte migratoire, comme dit Theo Francken ?

Je dois nuancer. Je l'ai dit, ce que nous avons vécu pendant cette période, c'est un cadre étriqué de pactes et autres lois internationales qui compliquent la politique migratoire que nous défendons. Nous pensons donc qu'il faut essayer d'apporter des changements dans cet amalgame de pacte, de lois, etc. Mais cela ne veut pas dire que nous exigeons de sortir du pacte de Marrakech pour entrer dans toute coalition. On ne veut pas faire ce cadeau-là aux autres partis. Sortir, c'est presque infaisable. Et dire « on n'entre pas dans une coalition si... », c'est faciliter les choses pour les autres partis.

Et avec le PS, vous pourriez gouverner ?

Pour faire le confédéralisme, oui. S'ils veulent gouverner avec nous sur le plan socio-économique, il faudrait qu'ils renoncent quasiment à tout leur programme... ■

Propos recueillis par
BERNARD DEMONTY

position du parti « Pour avancer, il faut le confédéralisme »

Vous ne craignez pas que l'on vous reproche de ne plus être au gouvernement fédéral ?

Je ressens beaucoup de sympathie en Flandre pour notre position actuelle.

Même au Voka, la grande association patronale flamande ?

Ça, ce sont les organisations. Mais quand je rencontre les patrons des entreprises, je peux vous dire qu'ils comprennent très bien ce qu'on fait. Très bien.

On dit souvent que vous allez perdre cet électorat.

Je crois surtout que certains espèrent qu'on va les perdre...

Est-ce que la ligne de la N-VA a chan-

gé ; cap sur les questions migratoires ?

Non. Nos lignes sont : identité, sécurité, socio-économique. Et n'oubliez pas le communautaire, pour avancer sur nos trois autres thèmes. Parfois c'est une matière qui domine, parfois c'est une autre. Il n'y a pas de revirement. Ce mot n'existe pas dans le vocabulaire de la N-VA.

Parlons justement du communautaire. Vous avez quitté le gouvernement. La pause communautaire est terminée ?

Dans notre programme, le communautaire sera présent, et pas dans une note de bas de page ! L'ADN de notre parti n'a pas changé.

Qu'allez-vous demander ?

Pour avancer, je pense qu'il faut le

confédéralisme.

Vous allez remettre cela sur la table ?

Ce sera dans notre prochain programme électoral. Comme en 2014.

Mais n'est-ce pas mission impossible ?

Parce que, comme vous n'êtes plus au gouvernement, il vous sera difficile de convaincre les autres partis d'ouvrir à révision des articles de la Constitution. Mais il ne nous en faut qu'un, le 195.

Mais sans gouvernement...

Il nous faut la majorité des deux tiers. Ce sera difficile. Mais à la dernière session du Parlement, nous allons mettre cela à l'agenda. On verra. ■

Propos recueillis par

B.DY

ANALYSE

Vite, les élections !

« Le mot "revirement" ne fait pas partie du vocabulaire de la N-VA », dit Jan Jambon dans l'entretien qu'il nous accorde. Il y a du faux, dans cette affirmation. Parce que le parti a bel et bien accepté le pacte migratoire avant de se dédire, et cela s'appelle un revirement. On a même vu, pour la première fois, le parti du très stable Bart De Wever patauger dans sa communication, garder le silence un peu trop longtemps et même se lancer dans une campagne estampillée Vlaams Belang ou presque, campagne très vite retirée.

Mais la force de la N-VA, c'est aussi de savoir se tirer des pires embarras. Et de retrouver, après être quasiment partie en piqué, un plan de vol implacable, une communication cohérente, construite et portée par toutes les (fortes) personnalités du parti. C'est ce qui ressort de cette interview de Jan Jambon. Un : on admet ses erreurs. Oui, la N-VA aurait dû manifester plus tôt son opposition au pacte

migratoire. Et oui, cette campagne de communication a été une erreur énorme. Puis on redresse et on assume : non, nous ne pouvons accepter ce pacte. Non, nous ne pouvons soutenir un gouvernement qui changerait de cap par rapport à celui dont faisait partie la N-VA. Et non, nous ne craignons pas les élections anticipées. On peut être d'accord ou pas – peut-on vraiment croire que les mots « coalition Marrakech » sont innocents ? –, mais c'est clair, précis, assumé.

De nouveaux chapitres de cette saga fort peu lisible pour le citoyen s'écriront très certainement ce week-end. Mais le redressement de la communication du parti et la focalisation radicale sur la migration le mettent en ordre de marche pour des élections anticipées. Qui s'étonnera de voir l'armée nationaliste, comme le soldat Jambon dans *Le Soir*, louer dans tous les médias depuis ce vendredi soir les vertus des élections anticipées ?

B.DY